



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 22/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAZEAU RECYCLAGE SAS**

28 rue Jules Vallès  
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Code AIOT : 0006517644

N° HELIOS : 62973

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de la visite était de vérifier la mise en œuvre des dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure 19/09/2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006517644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Trafic D3E
- Déchets
- DEEE

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 5	Amende administrative 3 662,25 €	Immédiat
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
			Astreinte journalière 20 €/j	2 mois avec sursis
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 8	Consignation de somme 100 000 €	Immédiat
4	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
			Astreinte journalière 20 €/j	2 mois avec sursis

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 11	Levée partielle de mise en demeure (article 11 uniquement)	Immédiat
6	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12	Astreinte journalière 4 500 €/j	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement, article R541-45	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation présente toujours des non-conformités persistantes vis à vis :

- de la hauteur des tas de ferrailles qui dépassent de manière importante la valeur limite de 4 mètres fixée par son arrêté d'autorisation ;
- de sa consommation annuelle en eau ;
- des teneurs en MES et DCO dans ses rejets aqueux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, relèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 24 heures, l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra prendre les mesures permettant de réduire sa consommation d'eau afin de ne pas dépasser le prélèvement maximal annuel d'eau autorisé dans le milieu et fixé à 220 m <sup>3</sup> .  <i>Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : La consommation d'eau pour l'année 2022 est de 1500 m<sup>3</sup> ce qui est 7 fois supérieur à la consommation d'eau autorisée. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance (PAC) pour demander, entre autres, l'augmentation de sa consommation d'eau. Ce dossier est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.</i>
<b>Constats :</b>  Selon les informations enregistrées dans GEREP, la consommation d'eau pour les années 2023 et 2024 est passée de 1500 m <sup>3</sup> en 2022 à respectivement 323 m <sup>3</sup> et 262 m <sup>3</sup> .  Dans son dossier de PAC du 12/07/2023 (considéré comme irrecevable par l'inspection, cf. note du 08/10/2025), l'exploitant demande à augmenter sa consommation annuelle d'eau à un volume annuel de 1500 m <sup>3</sup> .  L'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015-142 du 03/08/2015 autorise une consommation maximale de 220 m <sup>3</sup> . L'exploitant précise dans son dossier que cette valeur initiale a été sous-estimée et ne prend pas en compte la pulvérisation aux abords de l'emplacement des activités de concassage et criblage et le lavage de la dalle.  Cependant, l'article 4.3.5 du même arrêté interdit de rejeter les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 qui doivent être intégralement réutilisés sur le site (cf. point de contrôle n° 2).  Le volume autorisé actuellement étant toujours de 220 m <sup>3</sup> , l'inspection considère que la prescription de la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>  <b>Amende administrative :</b> 3 662,25 € Délai : immédiat  <u>Justification du montant :</u> Les dépassements de la valeur limite autorisée pour 2022, 2023 et 2024 atteignent 1 425 m <sup>3</sup> . Le prix du mètre cube d'eau de distribution à Gennevilliers est de 2,57 €. 1 425 x 2,57 = 3 662,25.

**N° 2 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des effluents liés aux installations soumises à la rubrique 2515
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai 2 mois, l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité.  Elle devra mettre en place les actions correctives afin d'interdire le rejet des effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et ainsi permettre qu'elles soient intégralement réutilisées sur le site.  <i>Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : Les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 ne sont pas réutilisés mais sont évacués par les avaloirs. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique avoir installé une citerne ainsi qu'une pompe afin de réutiliser les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 pour ne plus utiliser l'eau de ville pour l'arrosage du sol.  L'inspection constate la présence d'une citerne à l'entrée du site. L'exploitant indique avoir réalisé l'installation du surpresseur lui-même.  L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de démontrer que ces modifications sont de nature à répondre à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>  <b>Demande de justificatifs à l'exploitant :</b> L'exploitant devra transmettre les justificatifs de nature à démontrer que les dispositifs mis en place répondent à la prescription ci-dessus de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/2015 : <ul style="list-style-type: none"><li>• justificatifs des actions mises en place ;</li><li>• factures des équipements, dont le surpresseur ;</li><li>• plan des réseaux de collecte et d'écoulement des eaux actualisé ;</li><li>• mesures des débits des rejets dans le réseau.</li></ul> Délai : 2 mois  <b>Astreinte journalière avec sursis :</b> 20 €/jour, effective 2 mois francs à compter de la notification de l'arrêté imposant l'astreinte journalière, jusqu'à ce que l'exploitant ait apporté la preuve du respect des dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/2015.

### N° 3 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définis. Elle devra s'assurer, dans le cas de prélèvements instantanés, qu'aucune valeur ne dépasse le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière. Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux polluées et collectées dans les installations devront être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.  <i>Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : D'après les analyses réalisées par le laboratoire CERECO de septembre 2022 à décembre 2022, l'inspection constate que les dépassements en ST-DCO (en octobre, novembre, et décembre) et MES (en novembre) perdurent dans les rejets aqueux. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autres, l'augmentation des seuils de concentration des polluants de ces rejets aqueux. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.</i>
<b>Constats :</b>  La déclaration GIDAF des résultats des analyses réalisées par le laboratoire CERECO montre des dépassements récurrents sur les valeurs de MES et DCO.  La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>  <b>Consignation de somme :</b> 100 000 € pour répondre des investissements nécessaires pour régulariser les rejets de MES et de DCO. Délai : immédiat

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, en tenant à la disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.  Elle devra s'assurer que les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification et qu'elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.  <i>Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : L'exploitant n'a pas réalisé les travaux de mise en conformité de son installation électrique. Cependant, il a transmis un engagement du 27/01/23 de la société GED de réaliser ces travaux du 31/01/23 au 01/02/23. Aucun justificatif n'ayant par la suite été transmis, l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique avoir réalisé les travaux de remise en conformité de son installation électrique mais n'est pas en mesure d'en apporter la preuve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre la facture de la société GED qui devait réaliser les travaux fin janvier 2023 ainsi que le dernier contrôle de conformité électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>  <b>Demande de justificatifs à l'exploitant :</b> la facture de la société GED et le contrôle de conformité électrique doivent être transmis à l'inspection. Délai : 2 mois  <b>Astreinte journalière avec sursis :</b> 20 €/jour, effective deux mois francs à compter de la notification de l'arrêté imposant l'astreinte, jusqu'à ce que l'exploitant ait apporté la preuve de la mise en conformité électrique.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 5 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériaux de démolition réceptionnés
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai 2 mois, l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires afin que les tas de matériaux inertes entreposé sur site, en attente de broyage/criblage ou d'expédition ne dépassent pas 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur et que les tas constitués soient au maximum au nombre de 11.  <i>Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : L'inspection constate que les tas de matériaux inertes, en attente de broyage/criblage ou d'expédition, ont une hauteur d'environ 10 m et un diamètre supérieur à 10 m. L'inspection considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autres, une modification des tas de déchets avec une hauteur proposée de 6 m. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les déchets non dangereux inertes qui sont stockés sur l'installation correspondent à des matériaux type béton issus de chantiers de déconstruction.  Le jour de l'inspection, le tas présent sur l'aire d'entreposage dédiée côté route du Bassin ne dépassait pas une hauteur de 4 mètres.  L'article 11 de la mise en demeure du 19/09/2022 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Levée partielle de mise en demeure (article 11 seulement)

**N° 6 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ferrailles réceptionnés
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 8.1.5.4, de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 3 août 2015 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires afin que les ferrailles entreposées sur site, en attente de cisailage soient mises en tas ne dépassant pas 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur ; que les tas constitués soit au maximum au nombre 5. Les ferrailles pressées devront également être mises en tas et ne pas dépasser 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur. Les tas en sortie de presse devront être au nombre de 4 au maximum et les tas entreposés sur l'air d'expédition devront être au nombre 5 au

maximum.

*Constats à la suite de l'inspection du 24/01/2023 : L'inspection constate la présence de tas de ferrailles entreposés sur site, en attente de cisailage d'une hauteur supérieure à 10 m et d'un diamètre supérieur à 10 m. L'inspection considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autre, une modification des tas de déchets avec une hauteur proposée de 6 m. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.*

#### **Constats :**

L'inspection constate que des quantités très importantes de ferrailles sont stockées sur le site, y compris au niveau de l'aire d'entreposage dédiée aux matériaux de démolition situés côté ouest. L'organisation des tas ne correspond donc pas au dossier d'autorisation.

Les tas de ferrailles, d'une hauteur supérieure à 4 mètres le jour de l'inspection (hauteur estimée à plus de 8 mètres), sont positionnés de telle manière que leur volume ne permet plus de différencier chaque tas alors que chaque tas doit normalement faire un diamètre de maximum 10 mètres comme le prescrit l'arrêté préfectoral du 03/08/2015.

L'exploitant a indiqué qu'il avait fortement diminué l'activité "béton" et qu'il était désormais avant tout ferrailleur. C'est pourquoi de la ferraille supplémentaire est stockée à la place des déchets non dangereux inertes. L'exploitant a également indiqué que l'activité variait en fonction du cours de l'acier. Le jour de l'inspection, les cours étant bas, les stocks étaient importants.

À noter que le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 09/02/2023 en vue de lui permettre de stocker de plus grandes quantités de ferrailles à des hauteurs plus importantes (8 mètres) a fait l'objet d'une déclaration d'irrecevabilité par l'inspection (cf. note du 08/10/2025).

La situation constatée le 12/09/2025 crée des risques importants :

- d'effondrement, y compris chez les tiers et dans la Seine ;
- d'incendie, avec des impacts potentiels chez les tiers ; en outre, cet incendie serait fortement visible depuis le pont de l'A15 qui surplombe le site, occasionnant des risques d'accidents de la route.

Cf. les photos jointes au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

#### **Proposition de suites :**

**Astreinte journalière :** 4 500 €/jour

Délai : immédiat

#### Justification du montant :

Le jour de l'inspection, la surface couverte par de la ferraille était estimée à 5 000 m<sup>2</sup> avec des tas d'environ 8 mètres de hauteur, soit un dépassement de 4 mètres par rapport au seuil autorisé dans l'arrêté d'autorisation n° 2015-142 du 03/08/2015 de l'établissement, soit 20 000 m<sup>3</sup> en excès de déchets stockés sur l'installation.

En considérant une masse volumique du fer de 7,87 t/m<sup>3</sup>, cela correspond à 157 400 tonnes en excès.

L'exploitant a indiqué que ces ferrailles étaient habituellement évacuées par péniches de 500 ou 1500 t mais également par camion. Le tarif d'évacuation se situant aux alentours de 23 € / tonne on peut estimer le coût d'évacuation à 23 X 157 400 = 3 620 200 €.

Le délai de mise en œuvre de l'article 12 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/09/2022 étant de 2 mois soit 60 jours, cela porterait l'astreinte à 60 336 €/jour.

Néanmoins, l'article L.171-8 du code de l'environnement fixe le montant maximal des astreintes journalières à 4500 €, montant maximal légal retenu.

#### N° 7 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R541-45

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas être concerné par Trackdéchets, ne stockant pas de produits dangereux. Le site étant soumis au régime de l'enregistrement dans la rubrique 2713 (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, ...), aucun déchet dangereux ne peut être accepté.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il ne traitait pas de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE, D3E) mais que, néanmoins, il peut en avoir de manière ponctuelle (car travaillant avec les déchetteries). A l'arrivée des bennes, si ces déchets sont identifiés, ils sont triés et retirés. Lors de l'inspection aucun DEEE n'a été trouvé sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite